

Contribution à l'étude des barrières et des leviers d'action face au changement climatique

Influence des perceptions et des spécificités territoriales sur les actions individuelles de lutte contre le changement climatique dans les Hauts-de-France

Oumar Marega, Séverine Frere, Anne-Peggy Hellequin, Hervé Flanquart, Iratxe Calvo-Mendieta, Baptiste Berry and Sophie Cornet

Volume 19, Number 2, October 2019

Varia

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1071330ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marega, O., Frere, S., Hellequin, A.-P., Flanquart, H., Calvo-Mendieta, I., Berry, B. & Cornet, S. (2019). Contribution à l'étude des barrières et des leviers d'action face au changement climatique : influence des perceptions et des spécificités territoriales sur les actions individuelles de lutte contre le changement climatique dans les Hauts-de-France. *VertigO*, 19(2).

Article abstract

The implementation of individual strategies to fight against climate change is a major issue both scientifically and environmentally as well as socially. This paper examines how people's perceptions and territories characteristics could become barriers or drivers of action on climate change. The approach is based on a comparative study between Lille and Chauny, two towns climatically comparable, but differing from geographic and socio-economic factors. The findings show a diversity of perceptions and strategies to fight depending on two key determinants : geographic context and socio-economic variables. We demonstrate a diversity in climate change perceptions both related to people individual's feeling, their educational level, and their main source of information. In terms of strategies to fight against climate change, our results reveal significant correlations between the measures adopted by people surveyed and their living standards. In our two study sites, most of the measures implemented are focused on climate change mitigation. Furthermore, people residing in Lille are more inclined to take mitigation actions than Chauny's residents. One reason that could explain this difference between Lille and Chauny is the territorial and economic context.

Contribution à l'étude des barrières et des leviers d'action face au changement climatique

Influence des perceptions et des spécificités territoriales sur les actions individuelles de lutte contre le changement climatique dans les Hauts-de-France

Oumar Marega, Séverine Frere, Anne-Peggy Hellequin, Hervé Flanquart, Iratxe Calvo-Mendieta, Baptiste Berry et Sophie Cornet

Introduction

- 1 Le changement climatique (CC)¹ est un phénomène qui renvoie à une augmentation durable de la température moyenne terrestre et ses effets sur le système climatique. L'atmosphère terrestre contient aujourd'hui une concentration en CO₂ (principal gaz à effet de serre) de 40 % supérieure à celle de l'année 1750 marquant le début de la révolution industrielle. L'entrée dans l'ère industrielle a ainsi contribué à faire évoluer l'équilibre précédent du climat. À l'échelle mondiale, les différents rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mettent en évidence ce changement (IPCC, 2014, 2007, 2001, 1995, 1990). Dans ses conclusions, le GIEC évoque le rôle des activités humaines comme principale cause du CC actuel (IPCC, 2014). Cependant, la dimension « perception par les individus » du CC est assez souvent occultée dans les débats par la prégnance des études scientifiques sur l'évolution des paramètres climatiques et leurs conséquences (Merot et al., 2014). D'après Michel-Guillou (2017 ; 2014), le phénomène reste difficilement perceptible pour une population non scientifiquement avertie. Pourtant, la perception, définie comme le produit de l'interaction entre l'homme et son environnement, est un élément indispensable pour mieux appréhender les stratégies de lutte face au CC (Demski et al., 2017 ; Lammel et al., 2012). La perception est un processus qui met en jeu les organes sensoriels, les biais cognitifs et les filtres de la mémoire qui interagissent et aboutissent ainsi à

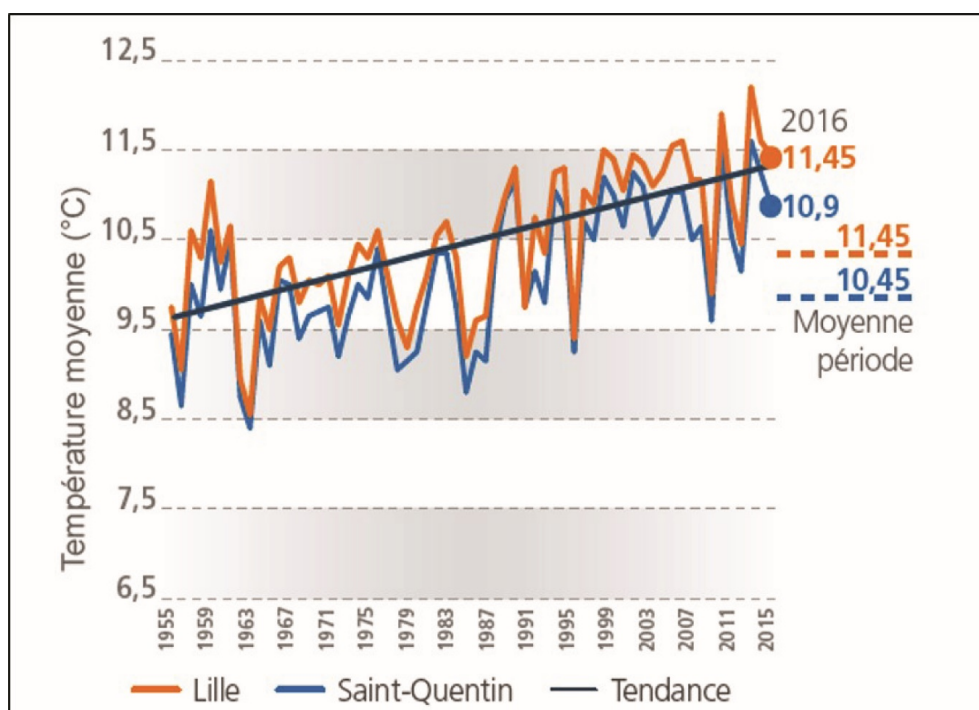
l'interprétation et à la transformation des informations reçues en connaissance perçue (Flanquart, 2016 ; GIS-Climat, 2013). Le passage de la perception à la représentation s'opère à partir du moment où l'individu code cette connaissance perçue à travers de multiples facteurs socio-économiques, politiques, culturels ou historiques. Au prisme de ces facteurs, l'interprétation des connaissances perçues génère un ensemble de représentations du monde qui sert de cadre à l'action. Ainsi, on peut dire que les perceptions et représentations précèdent et conditionnent les différentes actions de lutte contre le CC (Grothmann et Patt, 2005) ; d'où l'intérêt de les placer au cœur des études portant sur celui-ci. En effet, c'est en partie en fonction de leurs représentations que les populations prennent des mesures proactives et/ou réactives par rapport à la question climatique. Les mesures proactives s'inscrivent dans le champ de l'atténuation du changement climatique alors que les mesures réactives vont dans le sens de l'adaptation. Selon la définition du GIEC, l'atténuation est une intervention humaine visant à réduire les sources ou à renforcer les puits de gaz à effet de serre. Quant à l'adaptation, il s'agit d'une démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences (IPCC, 2014). L'adaptation résulte ainsi d'une action qui permet de limiter les impacts négatifs du changement climatique et d'en maximiser les effets bénéfiques. Dans cette étude, nous considérons que l'adaptation et l'atténuation ont toutes deux pour objectif de lutter contre le changement climatique et ses effets, mais avec des moyens différents. Parmi ces deux facettes de la lutte contre le CC, nous analyserons les actions individuelles et déclarées des populations de la région Hauts-de-France pour savoir si elles s'inscrivent plutôt dans l'atténuation ou plutôt dans l'adaptation et comment leurs perceptions préalables du CC influencent leurs réponses.

- 2 C'est dans ce but que des chercheurs de l'équipe TVES² (Territoires, Villes, Environnement et Société) ont conduit une enquête sur la perception du CC dans la région Hauts-de-France. Cette enquête de perception s'inscrit dans le cadre du programme de recherche CLIMIBIO³ et ce sont ses résultats qui sont exposés et analysés ici.

Contexte scientifique, cadrage politique et institutionnel

- 3 Sur le plan scientifique, d'après l'Observatoire Climat Hauts-de-France⁴, le CC est une réalité établie à l'échelle de la région Hauts-de-France. Son climat, de type tempéré d'influence océanique, connaît depuis plusieurs décennies une évolution de plusieurs paramètres et porte la marque d'un changement global. En particulier, les températures moyennes sont à la hausse : entre 1955 et 2016, les séries temporelles enregistrées par les stations d'observation mettent en évidence une augmentation moyenne de l'ordre de 1,75 °C à Lille et 1,77 °C à Saint-Quentin (Figure 1). Comparé à ce qui se passe à l'échelle mondiale (+1,36 °C sur la même période), le réchauffement est plus marqué en Hauts-de-France, avec une hausse moyenne de 0,29 °C par décennie. L'objectif de limiter le réchauffement entre 1,5 °C et 2 °C à l'horizon 2100, comme préconisé dans l'accord de Paris signé par 195 pays en 2015 lors de la COP21⁵, paraît donc problématique, dans la mesure où, d'ores et déjà, une augmentation de 1,77 °C a été constatée à l'échelle des Hauts-de-France.

Figure 1. Évolution des températures moyennes annuelles en région HDF entre 1955 et 2016 / Average annual temperatures in the Hauts-de-France region between 1955 and 2016.



D'après les données Météo France / Based on Météo France data.

Observatoire Climat Hauts-de-France, 2017 / Hauts-de-France Climate Observatory, 2017.

- 4 Entre 1959 et 2009, la région connaît également une baisse rapide du nombre de jours de gel : en moyenne quatre jours de gel en moins par décennie, d'après les données de Météo France. Quant au niveau de la mer, l'Observatoire Climat de la région Hauts-de-France note une nette évolution : entre 1956 et 2016, la station de Dunkerque par exemple affiche une augmentation de l'ordre de 9,5 cm, soit 1,6 cm en moyenne par décennie. Au regard des variables climatiques décrites ci-dessus et de leur évolution, la réalité d'un changement global du climat à l'échelle de la région est scientifiquement mise en évidence. Quelles pourraient être les conséquences de ces tendances sur les populations et leur environnement ? Comment perçoivent-elles ces changements et quelles sont leurs stratégies de lutte ?
- 5 Sur le plan politique et institutionnel, la Loi Grenelle 2 de 2010 est au centre du cadrage institutionnel de la question de la lutte contre le CC à l'échelle de la France. Elle fixe les orientations en matière de réduction des gaz à effet de serre et de développement des énergies renouvelables, l'objectif étant *in fine* d'accroître le potentiel d'adaptation des territoires. Après ce tournant de 2010, la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) de 2015 propose une approche territoriale intégrée dans l'objectif d'une diminution des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques, de promotion de l'économie circulaire et de l'adaptation au changement climatique. C'est dans ce cadre que les Plans climat-énergie territoriaux (PCET) deviennent des Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET).
- 6 Par ailleurs, les recommandations issues de la COP21 ont abouti à un nouveau PNACC (Plan national d'adaptation au CC) en décembre 2018, en conformité avec les engagements pris par la France. L'objectif est de définir une politique nationale

d'adaptation cadrée par une augmentation mondiale de la température comprise entre 1,5 °C à 2 °C au milieu du XXI^e siècle. Afin d'atteindre cet objectif, les Schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) fixent les orientations stratégiques à l'échelle régionale en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Au SRCAE doit succéder en 2019 le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), de portée prescriptive. En région Hauts-de-France, il est mis à la consultation du public du 17 juin au 5 juillet 2019 et intègre la question climatique du double point de vue de l'atténuation et de l'adaptation.

- 7 Quant à l'échelle communale et intercommunale, ce sont les Plans climat air énergie territorial (PCAET) qui fixent les politiques publiques en matière de lutte contre la pollution de l'air et le CC. En région Hauts-de-France, à la date de février 2019, sur 77 territoires concernés, environ 50 étaient officiellement engagés dans les démarches d'élaboration d'un PCAET.
- 8 Au-delà de ces outils de planification et des mesures préconisées, Biesbroek, et al. (2010) ont montré que les politiques publiques d'adaptation au CC dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁶ ne sont que peu suivies d'actions concrètes (Gagnon-Lebrun et Agrawala, 2006). Nous verrons de quelle manière les actions individuelles se déclinent face aux préconisations publiques à l'échelle de la région Hauts-de-France.

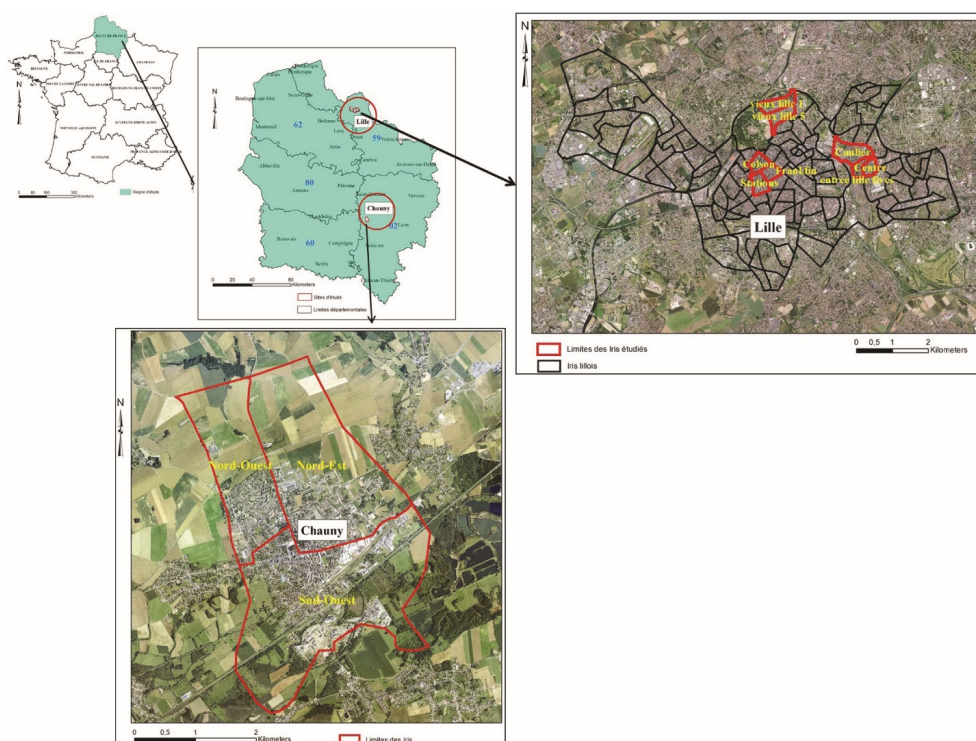
Les objectifs de l'étude

- 9 L'objectif premier de l'étude est de mieux appréhender les perceptions qui précèdent et conditionnent les actions de lutte contre le CC à l'échelle des Hauts-de-France. Et comme chacun possède une vision différente du risque à partir du triple point de vue de son savoir à la fois scientifique et spontané, de ses intérêts économiques et sociaux ainsi que de ses valeurs (morales, politiques, etc.) (Hellequin et al., 2014 ; Bickerstaff et al., 2006 ; Bickerstaff, 2004), on peut dire que la perception du changement et des risques associés est influencée par des facteurs d'ordres géographique, historique, culturel, économique, politique et social et qu'il convient de les prendre en compte dans l'analyse des résultats. Dans cette optique, nous adoptons une approche sociogéographique pour étudier les spécificités territoriales et la diversité des perceptions. Nous confronterons les perceptions exprimées suivant les spécificités de chaque territoire étudié en fonction des caractéristiques socio-économiques des enquêtés. Le deuxième objet de l'étude est centré sur les actions de lutte face au CC. A ce titre, nous interrogeons plus particulièrement les actions individuelles des habitants des Hauts-de-France pour savoir si elles traitent des causes du changement climatique en limitant les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) ou bien si elles s'attaquent à ses conséquences en réduisant la vulnérabilité sociale et écologique (adaptation)⁷. Ces analyses auront pour but d'identifier les leviers et freins à l'action en tenant compte de la diversité des acteurs et des échelles d'action (Tabeaud, 2010 ; 2009). En outre, dans cet article, la question des barrières et des leviers d'action, objet de plusieurs études (Simonet, 2015 ; Biesbroek et al., 2013, 2010 ; Dupuis et Knoepfel, 2011 ; Adger et al., 2009) sera analysée à partir de deux sites d'enquête des Hauts-de-France.

Le choix des deux sites d'étude

- 10 Sur la base des objectifs fixés, le choix des sites d'étude a été guidé par deux critères déterminants : les caractéristiques géographiques d'un côté, les critères socio-économiques de l'autre. Les sites de Lille et de Chauny (Figure 2) permettent d'une part la mise en regard des perceptions et représentations du CC sous l'hypothèse d'une possible différenciation selon le caractère urbain ou rural du territoire, d'autre part, ils permettent de tester l'hypothèse énoncée d'une possible différenciation des perceptions selon l'appartenance socio-économique des enquêtés.

Figure 2. Localisation des deux sites d'étude / Location of the two study sites.



D'après les données INSEE/IGN, Contours IRIS 2.0 (2016), GADM (2018) / Based on INSEE/IGN data, Contours IRIS 2.0 (2016), GADM (2018).

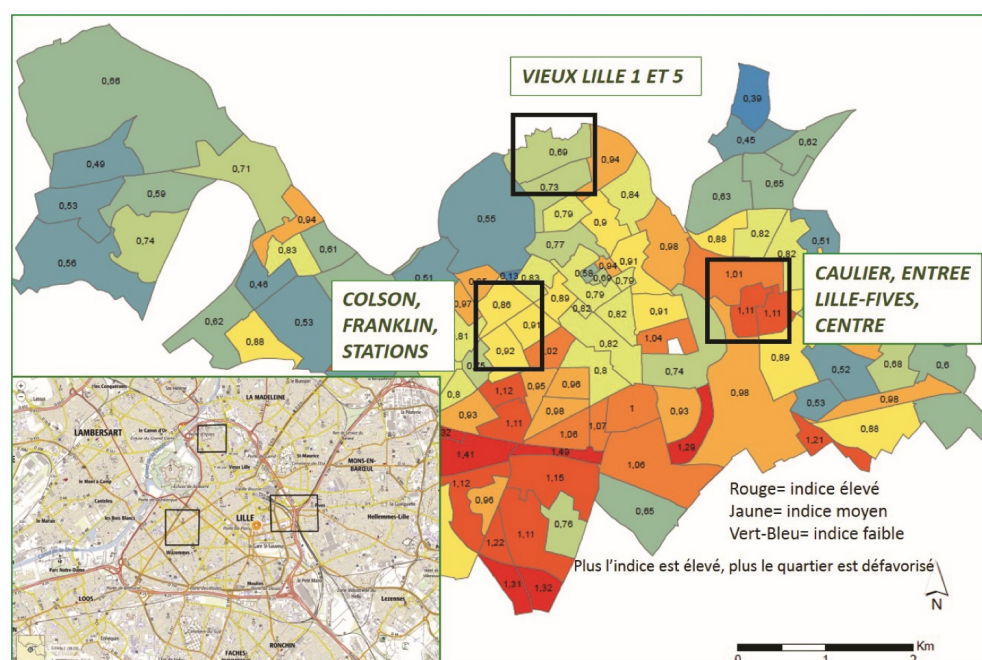
Réalisée par O. Marega, 2018 / map by O. Marega, 2018.

La commune de Lille

- 11 Située au sein de la 4^e grande aire urbaine hors Paris (1 200 000 habitants en 2016 pour la partie française, Insee 2019), la commune de Lille compte 233 000 habitants en 2016. À partir des trois principaux indicateurs que sont l'indice de défaveur socio-économique⁸, le score environnemental⁹ et la sensibilité aux risques d'inondation, nous avons défini trois terrains d'enquêtes à l'échelle infra-communale. L'indice de défaveur socio-économique (EDI =European Deprivation Index) est un concept multidimensionnel étroitement corrélé au niveau de pauvreté. Plus l'indice est élevé, plus le niveau de pauvreté est important (Figure 3). Quant au score environnemental, il porte sur les inégalités environnementales via l'exposition à trois types de polluants atmosphériques : les poussières, les éléments-traces métalliques et l'azote (Figure 4). Le

troisième indicateur ayant guidé l'échantillonnage est fondé sur la sensibilité des sites au risque d'inondation par remontée de nappe, qui pourrait s'accroître avec le CC (Figure 5). Ainsi, le croisement de ces trois indicateurs nous a permis de choisir trois terrains d'enquête aux situations contrastées sur le plan socio-économique et environnemental. Le quartier du Vieux-Lille est favorisé économiquement et peu exposé à la pollution et au risque d'inondation, contrairement à celui de Lille-Fives, très exposé aux polluants, au risque d'inondation et très fragile économiquement. Le troisième quartier (Colson-Franklin et Stations) se trouve dans une situation moyenne pour les trois indicateurs. Sur le plan des politiques publiques, la Métropole européenne de Lille (MEL) avait déjà adoptée en 2013 son premier Plan climat énergie territorial (PCET). En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de 2015, la MEL a lancé en 2017 l'élaboration d'un nouveau Plan climat air énergie territorial (PCAET), dont la phase de concertation citoyenne s'est déroulée de septembre 2018 à juillet 2019.

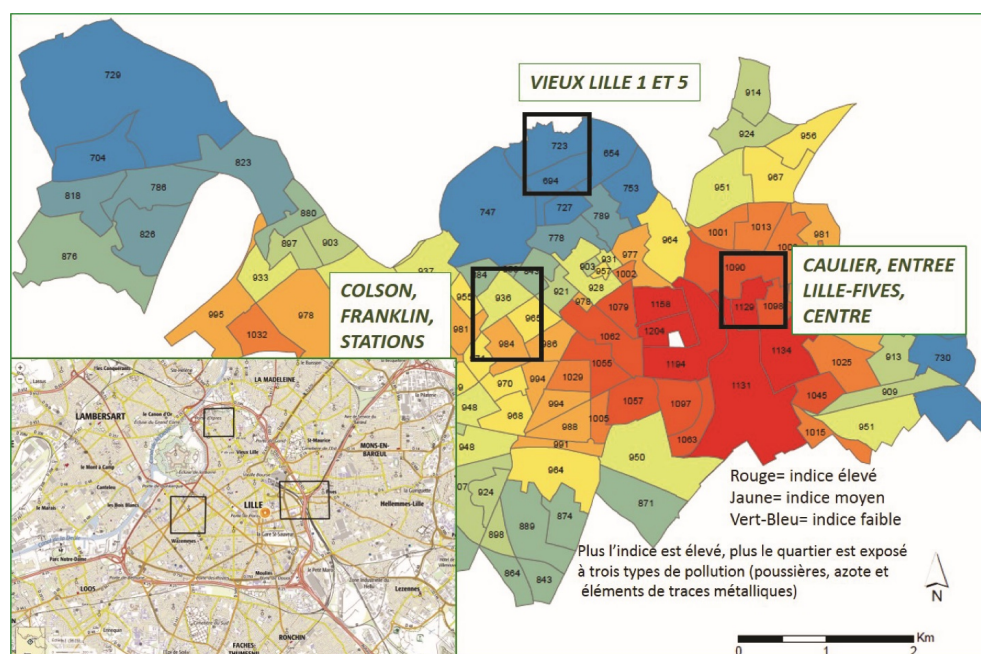
Figure 3. Échantillonnage des sites d'enquête lillois / Sampling of the Lille survey sites.



Sur la base de l'European Deprivation Index (EDI, défini par Carole Pornet et al, 2012 / Based on the European Deprivation Index (EDI, defined by Carole Pornet et al, 2012).

Carte réalisée par F. Occelli, 2017 / map by F Occelli, 2017.

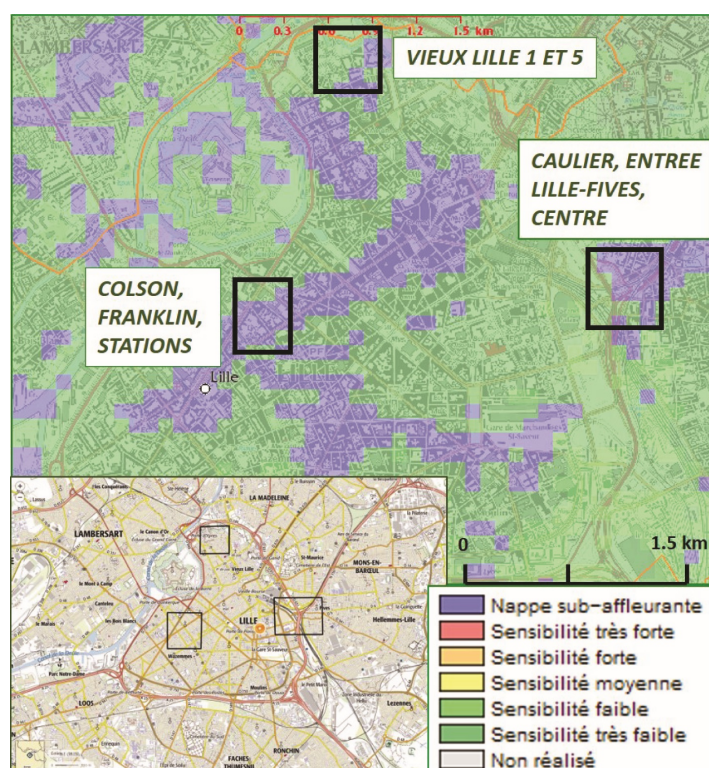
Figure 4. Échantillonnage des sites d'enquête lillois sur la base du score environnemental / Sampling of the Lille survey sites based on the environmental score.



Systèmes information géographique liens environnement santé (SIGLES), [en ligne] URL : www.sigles-sante-environnement.fr

D'après F. Occelli, 2017 / map by : F. Occelli, 2017.

Figure 5. Échantillonnage des sites d'enquête lillois sur la base de la sensibilité aux risques d'inondation par remontée de nappe / Sampling of Lille survey sites based on the sensitivity to flood risks by rising groundwater.

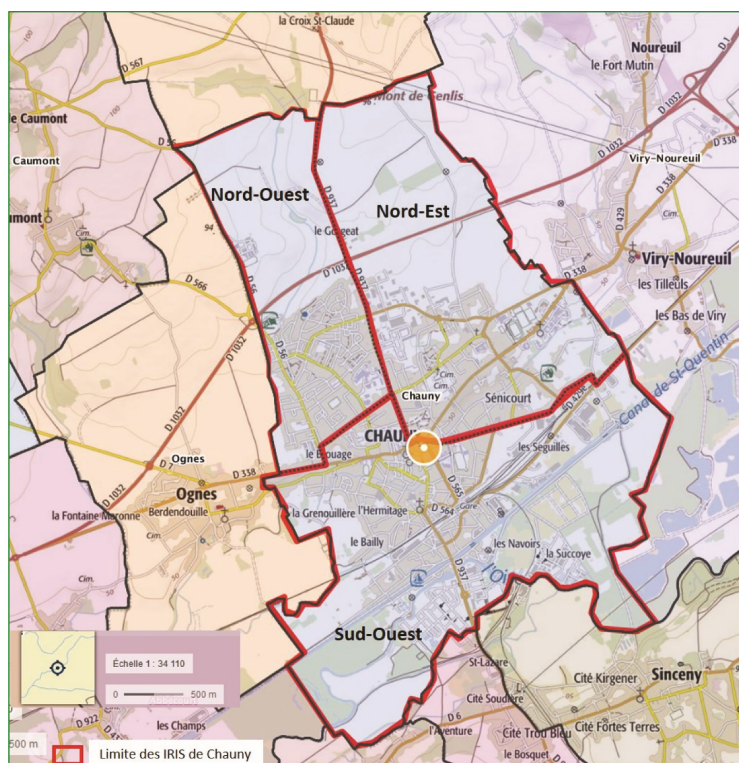


Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), [en ligne] URL : <http://www.infoterre.fr/>

La commune de Chauny

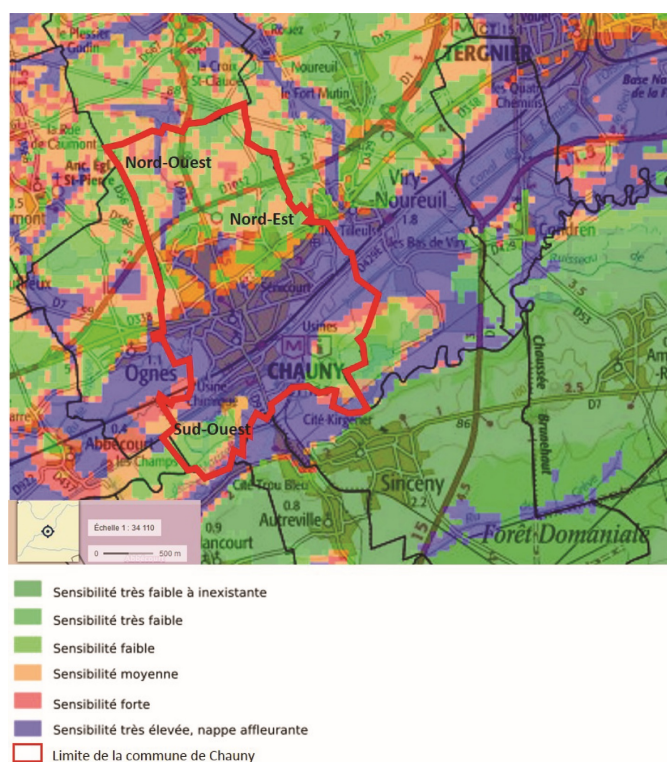
- 12 La commune de Chauny est située au centre-ouest du département de l'Aisne, dans la vallée de l'Oise, non loin des forêts domaniales de Saint-Gobain et Coucy-Basse pour sa partie Sud. Les terrains d'enquête chaunois correspondent aux limites des Ilots regroupés pour l'information statistique (IRIS). Sur la base de ce découpage du territoire en maille de taille homogène (2.000 habitants en moyenne par maille élémentaire), trois IRIS couvrent l'ensemble de Chauny. Il s'agit des IRIS du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Nord-Est, de taille comparable aux trois terrains du site lillois (Figure 6). Sur le plan économique, l'appareil productif chaunois a été au XIXe siècle très fortement structuré autour des industries lourdes chimiques et métallurgiques, mais la plupart ont aujourd'hui déserté le territoire communal. Sur le plan environnemental, près d'un tiers de la commune de Chauny est classé en zone à sensibilité forte et très élevée pour les risques d'inondation¹⁰ par remontée de nappes (Figure 7). Nous verrons en quoi ce contexte particulier à Chauny participe de la structuration des perceptions et des stratégies de lutte face au CC. Par ailleurs, la communauté d'agglomération de Chauny-Tergnier-La-Fère est actuellement (jusqu'en décembre 2019) dans la phase diagnostique pour l'élaboration de son PCAET.

Figure 6. Sites d'enquête de la commune de Chauny / Survey sites in Chauny municipality.



D'après les données cartographiques de l'IGN et de l'INSEE / Based on IGN and INSEE mapping data.
Géoportail

Figure 7. Sensibilité aux risques d'inondation par remontée de nappe à Chauny / Sensitivity to flood risks by rising groundwater in Chauny.



Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), [en ligne] URL : <http://www.infoterre.fr/>

La méthodologie d'enquête

Le recueil des données

- 13 Le recueil des données repose sur l'enquête par questionnaire. Les échantillons des deux sites ont été constitués via la méthode des quotas, sur la base de trois critères sociodémographiques : le genre, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle. L'échantillon final comprend 433 individus, dont 53 % habitent Lille et 47 % Chauny. En son sein, la répartition des personnes enquêtées est plutôt équilibrée : 51 % de femmes et 49 % d'hommes. Les jeunes entre 15 et 29 ans y sont majoritaires, avec 35 % de la population enquêtée. Au niveau de la pyramide des âges, notre échantillon reflète relativement bien la réalité des deux populations mères. En effet, 48 % des enquêtés à Lille ont entre 15 et 29 ans, pour 53 % au sein de la population lilloise (Tableau 1). À Chauny, la population est plutôt vieillissante, avec 32 % de plus de 60 ans au sein de la population mère et près de 30 % dans l'échantillon.
- 14 Au niveau des catégories socioprofessionnelles, il y a un déséquilibre lié à la structure des deux populations mères (Lille et Chauny), mais aussi aux difficultés rencontrées sur le terrain à travers de nombreux refus de répondre (cf *infra*). Dans l'échantillon lillois, on note 19 % de cadres et professions intellectuelles supérieures, comme dans la population mère, contre seulement 6 % au sein de l'échantillon chaunois (4 % au sein de la population mère). À Chauny, la population ouvrière est sous-représentée au sein de l'échantillon : 6 % contre 16 % dans la population totale. Pour le site lillois, ce sont les

professions intermédiaires qui sont sous-représentés dans notre échantillon, avec 6 % contre 15 % dans la population mère.

- 15 Malgré ces déséquilibres au niveau des catégories socioprofessionnelles, nous n'avons pas effectué de redressement¹¹ au sens classique du terme, mais avons décidé de réaffecter les retraités à leurs anciennes catégories, pour accroître les effectifs des PCS et permettre leur comparaison. Ce recodage, justifié par le fait que la perception des retraités est moins liée à leur statut actuel de retraité qu'à leur dernière profession (Chauvel, 2010), permet de faire passer la présence des professions intermédiaires de 6 % à 10 % dans l'échantillon lillois et celle des ouvriers de 6 % à 12 % à Chauny (voir Tableau 1).

Tableau 1. Récapitulatif de la structure de l'échantillon enquêté, comparée à la population mère des deux sites / Summary of the sample structure surveyed, compared to the reference population of both sites.

	LILLE			CHAUNY		
	Population mère	Echantillon enquêté	Echantillon corrigé*	Population mère	Echantillon enquêté	Echantillon corrigé*
Sexe						
Femmes	50%	47%		55%	56%	
Hommes	50%	50%		45%	44%	
Tranche d'âge						
15-29	53%	48%		24%	21%	
30-44	24%	25%		21%	24%	
45-59	12%	11%		24%	26%	
60-74	7%	11%		19%	20%	
75+	4%	5%		13%	9%	
Professions et catégories socioprofessionnelles						
Agriculteurs exploitants	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	2%	7%	8%	3%	3%	5%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	19%	19%	24%	4%	6%	11%
Professions Intermédiaires	15%	6%	10%	11%	11%	18%
Employés	13%	7%	11%	18%	19%	28%
Ouvriers	6%	2%	3%	16%	6%	12%
Retraités	10%	14%	0%	29%	30%	0%
Autres personnes sans activité professionnelle	34%	44%	45%	19%	24%	24%
* L'échantillon corrigé représente la structure de la population enquêtée en réaffectant les retraités à leurs anciennes professions et catégories socioprofessionnelles.						

- 16 La logique ayant prévalu à l'élaboration du questionnaire s'intègre dans une démarche visant à déployer un large éventail de questionnements autour de la perception du changement climatique, de ses causes et des mesures de lutte (sans distinction préalable entre adaptation et atténuation). Pour les deux sites, le même questionnaire de 143 questions a permis de recueillir les avis des enquêtés à travers des questions ouvertes, des questions fermées de type binaire (oui/non) et des questions à choix multiples. Les thématiques abordées étaient les suivantes : 1) la connaissance du CC et de ses causes, 2) les principales manifestations du CC dans la région et à l'endroit où les enquêtés vivent, 3) les conséquences du CC sur les habitants, leur santé, leur environnement, leurs activités, 4) les mesures de lutte face au CC 5) le CC et la pollution atmosphérique.
- 17 La passation du questionnaire se faisait en face à face au domicile des enquêtés pour la grande majorité d'entre eux et sur le lieu de travail pour certains commerçants et

artisans. Les enquêtes ont été effectuées entre mai et septembre 2017, non sans difficultés. D'abord, si les refus ont été extrêmement élevés à Lille, ils l'ont été plus encore à Chauny. À Lille, la période de passation (mai et juin) explique en partie les difficultés rencontrées, notamment pour accéder à la population estudiantine¹². Pour Chauny, les difficultés semblent émaner du sentiment de rejet qu'éprouve une grande partie de la population, qui se définit volontiers comme « des oubliés de l'État » ou des « sinistrés »¹³. Pour certaines personnes, ce sentiment engendrait une grande méfiance, voire une certaine colère envers toute personne (enquêteur, enquêtrice) assimilée aux institutions étatiques. Ce rejet des autorités publiques se répercutant sur les chercheurs contraste néanmoins fortement avec l'attitude d'une autre partie de la population, plus réceptive et intéressée par le questionnaire. C'est dans ce cadre général que les enquêtes ont été menées à Chauny.

La méthode d'analyse des données recueillies

- 18 L'analyse des données a été opérée à travers des outils de statistiques descriptives et analytiques. Les logiciels Sphinx iQ2 et XLSTAT ont été utilisés tout au long du processus d'analyse quantitative et qualitative. Les statistiques descriptives ont été mobilisées pour analyser la répartition des réponses pour chacune des variables étudiées. Les fréquences de chaque modalité nous ont permis d'avoir une vue d'ensemble des perceptions, représentations et stratégies de lutte face au CC. La recherche de corrélations a fait émerger les pistes explicatives concernant les liens éventuels entre deux variables, le test du khi2 permettant de ne conserver que les plus significatifs. Ces corrélations ne traduisent bien sûr pas forcément des liens de cause à effet, mais ont le mérite de guider l'analyse et l'explication des résultats obtenus.
- 19 De leur côté, les données qualitatives issues des questions ouvertes ont fait l'objet d'analyses textuelles. Dans l'objectif d'expliquer les perceptions exprimées, nous avons opté pour une analyse factorielle des correspondances multiples (AFCM). Cette méthode, issue d'une généralisation de l'analyse factorielle des correspondances, s'avère efficace pour mettre en évidence les liens existant entre plus de deux variables qualitatives (Michel-Guillou, 2014). Dans notre étude, elle permet de mettre en lumière la structuration des réponses selon les catégories socio-professionnelles, ainsi que de distinguer les groupes de perception ou de stratégies de lutte en fonction des corrélations établies entre plusieurs variables significatives par rapport à la variable principale étudiée.

Résultats

Le changement climatique apparaît moins prioritaire que les problèmes socio-économiques

- 20 Dans un premier temps, l'approche adoptée a été de repérer les préoccupations générales des enquêtés et de situer la question du CC par rapport à un ensemble de problèmes socioéconomiques. On constate que le CC apparaît moins prioritaire que le terrorisme, la pauvreté, le chômage. Ce résultat va dans le sens de plusieurs études (Zwarterook, 2010 ; Spence et Pidgeon, 2009 ; Brenchin, 2003), qui montrent que lorsque le phénomène du CC est comparé à d'autres problèmes sociétaux (comme, par exemple,

la crise économique), il tend à être considéré comme moins important. En effet, sollicités pour choisir leurs 3 principales préoccupations parmi une liste de 9¹⁴, 62 % des enquêtés à Lille et 52 % à Chauny citent la pauvreté, suivi du terrorisme (52 % à Lille, 63 % à Chauny). Si l'on prend en compte l'ordre des réponses, on observe qu'à Chauny 32 % des répondants citent en premier le terrorisme, 29 % le chômage, 12 % le CC et 10 % la pauvreté. À Lille, 28 % des répondants citent en premier le terrorisme, 19 % la pauvreté, 17 % le CC. On voit que le contexte d'insécurité lié au terrorisme en France et ailleurs dans le monde au moment de l'enquête (printemps 2017) structure très fortement les perceptions exprimées. Ainsi, quel que soit le lieu, les répondants se préoccupent davantage du risque d'acte terroriste que des risques liés au CC. Contrairement au CC qui paraît éloigné et parfois difficile à percevoir à l'échelle locale, le risque terroriste est vécu comme proche géographiquement et marquant la vie quotidienne. Le chômage et la pauvreté, deux réalités éminemment corrélées, sont particulièrement mis en avant par les enquêtés à Chauny. Cela s'explique par la crise industrielle et économique qui frappe durement cette commune, avec notamment un taux de chômage très élevé (24,6 % en 2014 contre 10,3 % pour l'ensemble de la France ; Insee, 2015). Néanmoins, malgré la relégation des préoccupations sur le CC derrière les problèmes socio-économiques, on observe tout de même certaines corrélations statistiques sur le sujet. Ainsi, même si la relation est peu significative, on observe que les diplômés du supérieur ont plus tendance à citer en premier le CC (20 % des répondants) que les répondants de niveau CAP-BEP (5 %). *A contrario*, les moins diplômés citent davantage le terrorisme comme première préoccupation (45 % des titulaires du certificat d'étude primaire) que les diplômés du supérieur (22 %). Sur le plan politique, il existe une relation très significative entre le positionnement partisan des enquêtés et leur choix du CC ou du terrorisme comme première réponse. En effet, 26 % des votants à l'extrême gauche¹⁵ et 22 % des votants à gauche citent le CC en première position parmi les principaux problèmes socio-environnementaux. Tandis que 66 % des votants à l'extrême droite et 48 % des votants à droite citent le terrorisme en première position (test du khi2 très significatif à 5 %). La sensibilité écologiste est également très influente (test du khi2 très significatif à 5 %), car 30 % des personnes votant souvent et 48 % de celles votant toujours pour les partis écologistes citent en premier le CC, contre seulement 10 % de celles ne votant jamais pour ces partis.

Un changement climatique moins redouté que la pollution de l'air

- 21 Dans une démarche dite en entonnoir, le questionnaire abordait ensuite les principaux problèmes environnementaux des enquêtés, qui devaient en choisir et classer trois parmi ceux qu'on leur proposait¹⁶.
- 22 À l'échelle des deux sites, la pollution de l'air est perçue comme le premier problème environnemental. En fréquences cumulées, 61 % des répondants la citent à Lille et 57 % à Chauny, alors que le CC n'arrive qu'en 4^e position (41 % à Lille et 39 % à Chauny). Ce choix de la pollution de l'air peut s'expliquer par la place qu'occupe cet élément dans les systèmes socio-environnementaux. En contact direct et constant avec l'air, les populations se préoccupent davantage de sa qualité que de celle des autres éléments et mettent l'accent sur sa dégradation et les conséquences sur la santé. On peut également souligner l'influence de la médiatisation plus importante de la pollution de l'air comparativement au CC. Ainsi les pics enregistrés régulièrement font l'objet d'information et ont des conséquences directes sur le quotidien des Lillois (par exemple

les réductions de vitesse routière de 20 km sont très régulières dans l'agglomération lilloise).

- 23 Une corrélation significative existe entre la hiérarchie des préoccupations environnementales et le niveau d'étude des répondants. Plus ce dernier est élevé, moins ils ont tendance à citer en premier la pollution de l'air : 29 % des diplômés du supérieur le font contre 55 % des titulaires du certificat d'études primaires. Allant dans le même sens, il a été démontré (Roussel et al., 2009) que les moins diplômés ont une représentation plus pessimiste de la pollution de l'air. Cependant, cette relation est parfois moins évidente comme l'ont montré Machado de Melo et al. (2016) dans leur étude sur la perception des nuisances liées à la pollution de l'air à Dunkerque et Victoria (Brésil). Néanmoins, pour suivre Gibout et Zwarterook (2013) dans les conclusions de leur travail sur la gestion de la pollution dans le Dunkerquois, on peut émettre l'hypothèse qu'il est plus facile pour les moins diplômés de se représenter la pollution de l'air, phénomène perceptible au quotidien, que le CC, phénomène plus abstrait et donc plus difficile à cerner. En revanche, les plus diplômés, parce qu'ils possèdent un bagage scientifique et un accès à l'information qui leur permet de décrypter le langage expert sur le CC, se préoccupent davantage de ce dernier.

Un quasi-consensus sur la réalité et l'urgence du changement climatique quel que soit le lieu

- 24 Après avoir sollicité les répondants pour qu'ils situent le CC parmi les problèmes environnementaux et sociaux, le questionnaire s'est focalisé sur la perception de sa réalité et le sentiment d'urgence à réagir.
- « Si je vous dis que le climat mondial change, êtes-vous : tout-à fait ; plutôt ; plutôt pas ou pas-du-tout d'accord ? / a propos du changement climatique, diriez-vous que c'est une question : très ; plutôt, plutôt pas ou pas-du-tout urgente ? ».
- 25 Globalement, nos résultats montrent qu'il y a un quasi-consensus à l'échelle de la région Hauts-de-France quant à la réalité du phénomène et l'urgence d'agir. En effet, sur les deux sites, plus de 90 % des répondants sont d'accord pour dire que le climat mondial change. Si d'après Comby (2015) le traitement médiatique de la cause climatique en France est une fabrique de consensus qui ne laisse pas de place aux climato-sceptiques, cette invisibilité dans les médias traditionnels n'occulte pas la présence sur le terrain d'une minorité de voix dissonantes. En effet, 8 % des répondants de notre échantillon ne sont pas du tout d'accord avec le fait que le climat mondial change. Précisons que si on peut les trouver aussi bien à Chauny qu'à Lille, ils sont tous des électeurs de partis de droite et d'extrême droite (test du khi2 significatif à 5 %) :
- « Il y a d'autres priorités que le changement climatique (accès à l'eau ; vagues migratoires) ; on n'a pas prouvé fondamentalement que l'homme est responsable du changement climatique », observation num. 253, chef d'entreprise, le 16 juin 2017 à Lille.
- 26 Par contre, 91 % de ceux qui votent toujours pour les partis écologistes sont tout-à-fait d'accord avec le fait que le climat mondial change. Concernant l'urgence à agir face au phénomène, près de 90 % des répondants approuvent, aussi bien à Lille qu'à Chauny. Si l'on centre l'attention sur ceux qui ont répondu « très urgent », on observe une relation très significative entre le niveau d'étude et la perception de l'urgence du phénomène : 68 % des diplômés du supérieur trouvent la question très urgente, contre 38 % pour ceux de niveau CAP-BEP (test du khi2 très significatif à 5 %). Ces résultats vont dans le

sens des travaux de Hornsey et al. (2016), Lee et al. (2015), Van Der Linden (2015), qui montrent également des corrélations entre niveau d'étude et perception de l'urgence de l'action face au CC. L'enquête IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy (2017) montre quant à elle qu'en plus de l'influence du niveau d'étude il existe aussi celle de la sensibilité politique sur la perception du CC en France. Ce que confirme notre étude, puisque 76 % des votants de l'extrême gauche trouvent que la question du CC est très urgente, contre seulement 33 % des électeurs de l'extrême droite (test du khi deux significatif à 5 %).

- 27 En revanche, contrairement aux études de Zaval et al. (2019), Weber (2016 et 2010) et Whitmarsh (2011) montrant au Royaume-Uni et aux États-Unis que d'une part les hommes sont plus sceptiques sur le CC que les femmes, et d'autre part que les personnes âgées sont plus sceptiques que les jeunes, nous n'avons pas trouvé de corrélation significative entre l'âge ou le genre et les perceptions exprimées. Ce qui contredit également les résultats de l'enquête de IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch (2017), qui montrent que chez les Français, c'est chez les jeunes (-35 ans) que la certitude sur le CC et ses causes anthropiques est la plus forte.

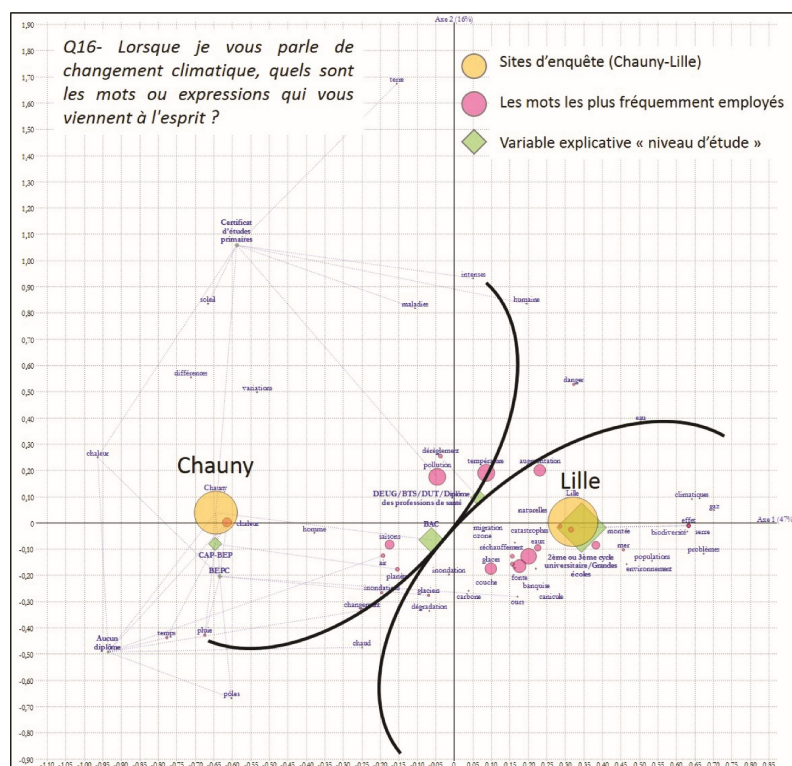
De l'influence du ressenti individuel et des sources d'information sur les représentations du changement climatique

- 28 « Si je vous dis *changement climatique*, quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit ? » : cette question ouverte a été posée aux enquêtés afin de mieux cerner les éléments de leurs perceptions et représentation du CC.
- 29 À partir de leurs réponses, nous avons fait une analyse par AFCM (Analyse factorielle des correspondances multiples) en mobilisant d'un côté les mots et expressions les plus cités et de l'autre les variables correspondant au lieu d'enquête et au niveau d'étude des répondants. Une relation significative apparaît entre ces différentes variables (test du khi2 très significatif à 5 %) : entre principaux mots et niveau d'étude et entre lieu et niveau d'étude. Deux types de contenu sur les perceptions exprimées sont mis en évidence (Figure 8). D'un côté, l'axe 1 (47 % de la variance totale) oppose les perceptions exprimées dans le registre du ressenti personnel à celles exprimées de manière plus objective, en puisant dans le champ sémantique des discours scientifiques, politiques et médiatiques. Ainsi, dans le premier cas apparaissent des termes tels que : *chaleur, chaud, temps, saisons, variation, pluie*, et les fragments de discours les plus courants sont : « Il n'y a plus de saisons », « Variations de température », « Il fait de plus en plus chaud ». Par ailleurs, le CC tel que ressenti par cette population se décline aussi en terme de variation via les adverbes « plus » et ou « moins ». Les expressions « Il fait plus chaud », « Il y a plus de chaleur », « Il fait moins froid » expriment ces perceptions. Ce trait de perception est plus présent à Chauny, notamment chez les personnes faiblement diplômées (sans diplômes, CEP, CAP-BEP, BAC¹⁷). On peut ici considérer qu'il s'agit d'une simplification du vocabulaire liée au niveau d'étude des répondants.
- 30 À ce groupe de perceptions s'oppose celles exprimées par les personnes diplômées de l'enseignement supérieur, que l'on retrouve plus du côté de Lille. Ici, le discours est organisé autour des termes tels que : réchauffement climatique, catastrophes naturelles, biodiversité, montée de la mer, effet de serre. Parmi les verbatim caractéristiques, on trouve : « augmentation des catastrophes naturelles », « dégradation de la biodiversité et de la planète ». Ces expressions révèlent l'influence

du discours scientifique et des médias dans la représentation du CC. Pour ces personnes, il s'agit plus de connaissances avérées scientifiquement auxquelles elles ont accès que de ressenti personnel. Il y a, dans les mots et expressions utilisés, une tentative de formalisation, de raisonnement sur les liaisons entre l'effet de serre et ses conséquences. À partir de ces raisonnements, les perceptions mettent l'accent sur les impacts du CC en termes de catastrophes naturelles, de dégradation de la biodiversité ou encore de la montée du niveau de la mer ; elles s'expriment à travers les filtres du langage scientifique et journalistique. Ce phénomène a été mis en évidence par Comby (2017), qui montre bien l'influence du langage journalistique à propos du CC via des approches qui privilégient de parler moins des causes, car « politisables », et plus des conséquences du CC dans l'espoir de sensibiliser l'opinion publique.

- 31 L'axe 2 de l'AFCM (16 % de la variance) met en évidence deux sous-groupes distincts. Le premier exprime la perception des personnes qui n'ont aucun diplôme à travers les termes suivants : temps, pluie, pôle, chaud. Comme précédemment évoqué, cela exprime le ressenti basé sur l'observation personnelle. Le second sous-groupe représente les personnes ayant le certificat d'étude primaire et qui expriment leurs perceptions du CC à travers des termes tels que : terre, soleil, activités humaines intenses, maladies, danger. L'analyse par contexte montre certaines expressions telles que : « danger et incertitude sur l'avenir » ; « terre plus sèche ; disparition de terre ». Ainsi, les perceptions sont diversement exprimées et des corrélations significatives apparaissent en fonction du niveau d'étude des répondants.
- 32 En résumé, cette diversité lexicale à propos du CC traduit plusieurs niveaux de compréhension quant aux mécanismes du phénomène. On peut dire qu'il y en a trois. Le premier concerne les impacts directs du CC sur les personnes. Ils sont exprimés en terme de ressenti par les moins diplômés. Le deuxième niveau de compréhension est relatif au mécanisme de l'effet de serre additionnel à la base du CC, tandis que le troisième se rapporte aux conséquences du CC sur l'environnement de manière générale. Ces deux derniers niveaux de compréhension structurent les perceptions exprimées par les plus diplômés.

Figure 8. Champ sémantique exprimant les perceptions du changement climatique selon le niveau d'étude des répondants / Semantic field expressing the perceptions of climate change according to respondents' educational level.



Perception des causes du changement climatique : activités humaines ou cycles naturels ?

- 33 La manière de percevoir les causes du CC a été appréhendée à travers la question ouverte suivante : « Selon vous, quelle est la/quelles sont les/ principale (s) cause (s) du changement climatique ? »
- 34 Les analyses textuelles nous ont permis de cerner les causes perçues du CC (Figure 9). Parmi les causes citées, celles d'origine anthropique sont très majoritaires. Il s'agit sans surprise des activités industrielles, de celles liées aux transports, aux activités agricoles et de la déforestation. S'il n'existe pas de différence notable entre les deux sites d'enquête, nos analyses font apparaître de nouveau une relation significative entre niveau d'étude des enquêtés et termes utilisés pour caractériser les causes du CC. En effet, ici aussi, les personnes faiblement ou pas diplômées utilisent souvent des mots simples tels que : voiture, transports, usines, pollution. On peut dire que, chez eux, la perception des causes du CC s'appuie sur un raisonnement qui met l'accent sur des objets et dispositifs techniques produisant à la fois de la chaleur et de la pollution atmosphérique (usines, voitures, ...), qui participent donc de manière directement perceptible à l'augmentation de la température, au changement du climat. La question des gaz à effet de serre n'est quant à elle pas explicitement mise en avant. Ce résultat va dans le sens des observations faites par Daniel Boy (2016).
- 35 De plus, il existe une relation significative entre ce vocabulaire simple et les principales sources d'information utilisées par les répondants au sujet du CC : les réseaux sociaux et médias traditionnels constituent les principales sources d'information des

36 En revanche, plus le niveau d'études augmente, plus le vocabulaire utilisé pour évoquer les causes du CC se diversifie. Les diplômés du supérieur emploient des termes à la fois plus diversifiés et plus sophistiqués : l'être humain, l'industrie, les transports, la déforestation, l'agriculture, la surproduction, la surconsommation, dioxyde de carbone, gaz à effet de serre. Leur raisonnement agrège en des phénomènes abstraits et généraux – surproduction, surconsommation, déforestation – les différentes activités humaines émettrices de gaz à effet de serre ou limitant leur captation. Il y a donc ici un niveau conceptuel intermédiaire entre les objets et les comportements du quotidien néfastes au climat et sa dégradation, qui renvoie à un jugement sur la tendance de nos sociétés à abuser de nos ressources naturelles. Par ailleurs, on a observé une relation significative entre ceux qui développent ce mode de raisonnement et leurs sources d'information sur le CC : les pages web spécialisées, la science et l'entourage constituent les principales sources d'information pour ceux qui conceptualisent les causes du CC. Ainsi, en plus du niveau d'étude, ce résultat confirme l'influence de la source d'information sur les perceptions exprimées au sujet des causes du CC.

37 Néanmoins, au-delà des différences observées dans l'usage des mots selon le niveau d'études, il est important de constater qu'à l'échelle des deux sites ce sont bien les activités anthropiques qui sont perçues comme les principales causes du CC en région Hauts-de-France.

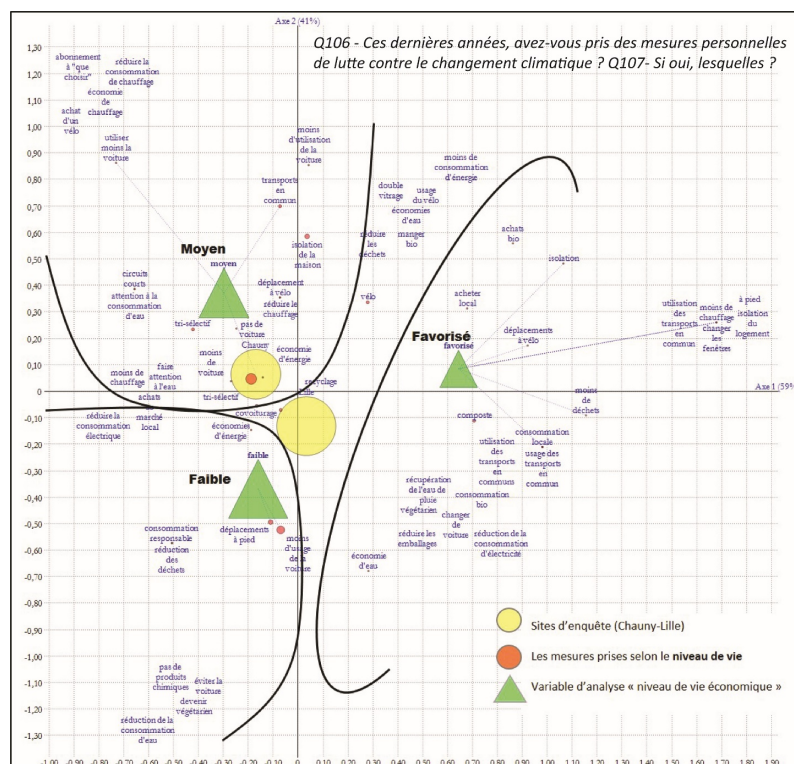
[illegible]

Les leviers d'action : des stratégies de lutte individuelle hétérogènes, inscrites dans l'atténuation et qui reflètent surtout le niveau de vie

- 38 Après avoir étudié la perception du CC et de ses causes, les stratégies de lutte déclarées ont été appréhendées suivant le niveau de vie des répondants. L'analyse des relations entre ces niveaux de vie et les mesures prises a révélé des corrélations significatives. Elles rendent compte des barrières et leviers d'action en matière de lutte contre le CC. Ces éléments ont été étudiés à partir des questions suivantes : 1) Ces dernières années, avez-vous pris des mesures personnelles de lutte contre le changement climatique ? 2) Si oui, lesquelles ? 3) Si non, pourquoi ?
- 39 Parmi les enquêtés, 59 % disent avoir pris des mesures personnelles pour participer à la lutte contre le CC. Leur analyse détaillée met en lumière des stratégies spécifiques et dépendant du niveau de vie des enquêtés. Celui-ci a été calculé sur la base du revenu des ménages et du nombre d'unités de consommation qu'il comporte : chaque membre du ménage se voit attribuer un coefficient, le nombre de personnes étant ainsi converti en nombre d'unités de consommation (UC). L'échelle de l'Insee attribue 1 UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. Nous avons ainsi calculé le revenu par UC et établi trois niveaux de vie : faible (revenu par UC inférieur ou égal au seuil de pauvreté, soit 1015 €/mois), moyen (revenu par UC entre 1015 € et 2000 €/mois) et favorisé (supérieur à 2000 €/mois).
- 40 Résultat, pour participer à la lutte contre le CC, les personnes ayant un bon niveau de vie développent des pratiques qui, pour beaucoup d'entre elles, engendrent des dépenses (Figure 10). Elles investissent d'abord dans l'isolation du logement pour limiter les déperditions de chaleur et accroître l'efficacité énergétique, et achètent des produits bio et locaux. Sur ce dernier point, les enseignements du rapport Commissariat général au développement durable - Service de la donnée et des études statistiques (CGDD- SDES) (2018) corroborent ces résultats en montrant les liens entre les niveaux de vie ou de diplômes des consommateurs et leur influence sur les pratiques alimentaires des Français. Les personnes à niveau de vie ou de diplôme élevé ont tendance à acheter davantage de produits alimentaires bio que les ménages à faible niveau de vie. Par ailleurs, la marche à pied, l'usage du vélo, le compostage sont des pratiques souvent citées par les membres de ce groupe.
- 41 *A contrario*, les personnes à faible niveau de vie développent de préférence des stratégies à la fois jugées efficaces pour lutter contre le CC et génératrices d'économies. Les pratiques mises en avant s'articulent autour de la réduction de la consommation d'eau et d'énergie. Éviter l'usage de la voiture, développer la marche à pied, ne pas utiliser les produits chimiques sont aussi considérés comme participant à la lutte contre le CC. Situées entre le groupe des favorisés et celui des défavorisés, les personnes à niveau de vie moyen décrivent des pratiques plus mixtes. Elles développent l'usage du vélo et des transports en commun, le tri sélectif, la réduction de la consommation d'eau et d'énergie. Ces actions de lutte contre le CC et la corrélation avec le niveau de vie économique s'observent indifféremment sur les deux sites d'enquête. Dans ce cas, l'appartenance à une catégorie socioéconomique apparaît plus pertinente que le contexte territorial rural ou urbain. Par ailleurs, les mesures individuelles mises en avant par les enquêtés s'inscrivent pleinement dans les actions

d'atténuation du CC, car elles opèrent toutes à la source dans l'optique de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces résultats s'inscrivent dans la cohérence des enseignements du Sondage OpinionWay pour l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME) (2018) sur les représentations sociales du changement climatique à l'échelle de la France.

Figure 10. Mesures mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique en fonction du niveau de vie des répondants / Measures implemented to fight against climate change according to respondents' living standard.



Les barrières à l'action

- 42 Au-delà de ces différences d'action selon le niveau de vie, l'enquête nous dit que 41 % des répondants n'ont pris aucune mesure pour participer à la lutte contre le CC. Quelles sont les raisons de cette abstention ? Existe-t-il des contraintes différentes dans les communes de Lille et Chauny ? Les réponses à ces questions nous éclairent sur les barrières au développement des actions individuelles de lutte face au CC à l'échelle de la région.

Les barrières liées à la méconnaissance des mesures à prendre

- 43 D'abord, on observe que les personnes souhaitant prendre des mesures sans savoir comment faire sont proportionnellement plus nombreuses à Lille (27 %) qu'à Chauny (8 %). Ensuite, l'analyse des données révèle qu'il y a plus de personnes à Chauny qu'à Lille qui pensent que les mesures individuelles n'auraient pas d'effets réels sur le CC : 25 % contre 11 %. Ainsi, le nombre de personnes qui manifeste la volonté de prendre des mesures individuelles sans savoir comment faire devient plus important à Lille par

rapport à Chauny. Par ailleurs, de manière générale, les enquêtés admettent une méconnaissance des mesures que chacun peut prendre à son niveau.

« Il manque d'information sur les mesures à prendre, on ne sait pas comment faire », observation num. 29, conditionneuse, le 24 juillet 2017 à Chauny.

- 44 Cette méconnaissance est aussi le résultat d'un déficit d'information sur la question du CC et des moyens de lutter contre. Ce déficit est à la fois qualitatif et quantitatif. Le stock d'information disponible est jugé insuffisant. Dans notre échantillon global, 68 % des répondants se disent moyennement informés par rapport à la question du CC et aux moyens d'action à mettre en œuvre (70 % à Lille et 65 % à Chauny). De plus, par rapport à la connaissance des politiques climatiques¹⁸ au niveau local, seuls 39 % des répondants lillois déclarent connaître un document réglementaire ou un outil de planification des actions de lutte et ils sont encore moins nombreux à Chauny : 11 %.
- 45 Ainsi, on peut dire que la méconnaissance des mesures permettant de lutter contre le changement climatique est l'une des barrières importantes et qu'elle est en partie corrélée au niveau d'information.

C'est aux autres à agir

- 46 On a observé une différence notable entre Lille et Chauny sur la perception de la possibilité de lutter contre le CC de manière générale et l'implication individuelle de chaque répondant dans cette action¹⁹. Si à Lille, 90 % des répondants estiment que d'une manière générale on peut lutter contre le CC et 84 % à Chauny, deux chiffres assez proches, lorsque l'on interroge les répondants sur leur implication individuelle dans cette lutte, on constate qu'elle est plus faible à Chauny (58 %) qu'à Lille (78 %). Il y a donc un décrochage, surtout à Chauny, entre le sentiment largement partagé qu'on peut lutter contre le CC et l'implication personnelle, qui paraît moins évidente.
- « C'est aux citoyens de se prendre en main ; les gens ne se rendent pas compte ; il n'y a pas assez d'investissement de la part des politiques ; il n'y a pas assez d'information sur cette thématique ; il y a de l'hypocrisie », observation num. 223, promoteur immobilier, le 20 juin 2017 à Lille.
- 47 Sur ce point, ils sont plus nombreux à Chauny (41 %) qu'à Lille (21 %) à se dire incapables de lutter personnellement contre le CC. Le sentiment d'auto-efficacité traduisant la croyance qu'à l'individu en sa capacité d'agir efficacement (Reser et al., 2014 ; Reser, 2011) peut expliquer ce constat. En effet, plus l'individu croit en sa capacité d'agir sur un phénomène tel que le CC, plus son implication personnelle en termes de prise de mesure devient importante ; et inversement. Les doutes sur ses capacités d'agir personnellement peuvent s'expliquer par des facteurs d'ordre économique, sociologique, politique, éducatif, etc. Dans le cas de Chauny, on peut émettre l'hypothèse que la crise économique conjuguée à la faiblesse du niveau d'accès à l'emploi (taux de chômage en 2014 de 24 % contre 10 % pour l'ensemble de la France) et à l'information sur le CC participent de ce faible sentiment d'auto-efficacité. De plus, le sentiment de certaines personnes d'être des oubliés de l'État, ce dont les votes antisystèmes sont le symptôme, pourrait expliquer la faible implication individuelle des Chaunois dans la lutte contre le CC.
- 48 Par ailleurs, une autre barrière à l'implication personnelle dans la lutte contre le CC s'exprime dans l'expression : « ce sont les autres qui doivent agir ». Ainsi, on observe globalement sur les deux sites que près de 42 % des répondants n'ayant pas pris de mesures pensent que ce sont d'autres acteurs d'agir. Parmi eux, on distingue deux

groupes : 20,5 % (22 % à Lille, 19 % à Chauny) pensent que ce sont aux autorités publiques d'agir, et 21 % (% identique à Lille et à Chauny) que ce sont aux entreprises et industries. Ainsi, on constate que coexistent un manque de confiance manifeste vis-à-vis des pouvoirs publics (66 % des répondants déclarent ne pas avoir confiance) et un désir que ces derniers assument leurs responsabilités et agissent face au phénomène du CC.

« Les politiques en parlent, mais ne font rien ; nous on ne peut rien faire, ils ne nous écoutent pas même au niveau local », observation num. 80, ouvrier, le 8 juillet 2017 à Chauny.

« Quand est-ce que les politiques vont arrêter de nous prendre pour des imbéciles ; il ne faudrait plus de lobbying », observation num. 195, professeur de collège, le 30 juin 2017 à Chauny.

- 49 Ce déficit de crédibilité des politiques auprès des populations enquêtées, notamment dans la conduite et la réalisation concrète des mesures préconisées dans les documents officiels, peut s'expliquer par le fait que l'horizon de gestion des politiques est souvent fondé sur le court terme, alors que les actions de lutte contre le CC doivent s'inscrire dans le long terme (Godard, 2016). Le manque de confiance des enquêtés concerne alors moins les actions elles-mêmes que les pouvoirs publics qui les incarnent. En effet, lorsque l'on présente aux enquêtés les mesures proposées dans le volet adaptation des schémas régionaux (SRCAE) et qu'on leur demande leur perception de ces mesures, celles-ci sont globalement jugées souhaitables (Tableau 2)⁵⁰. Les trois mesures plébiscitées par les populations concernent respectivement l'augmentation de la surface des espaces verts boisés et forestiers, le développement d'une agriculture durable et la réhabilitation énergétique des logements.

Tableau 2. Perception des mesures du SRCAE pour lutter contre le changement climatique / Perception of the measures recommended in the SRCAE (Regional Climate-Air-Energy Plan) to fight against climate change.

Mesures proposées dans le volet adaptation des schémas régionaux SRCAE-Nord-Pas-de-Calais-Picardie	% Souhaitable = très + plutôt souhaitable		
	% Total- n 433	% Lille- n 231	% Chauny- n 202
Augmenter qualitativement et quantitativement la surface des espaces boisés et forestiers	97%	98%	96%
Encourager le développement d'une agriculture durable	96%	96%	97%
Achever la réhabilitation thermique des logements antérieurs à 1975 d'ici 2020	94%	91%	96%
Encourager le développement d'une agriculture locale	93%	93%	94%
Développer la production d'énergie par le solaire	91%	91%	92%
Développer l'usage du bois et des éco-matériaux	86%	88%	85%
Freiner l'étalement urbain	81%	79%	83%
Développer la production d'énergie par l'éolien	80%	85%	75%

- 50 Quant aux entreprises et industries, elles sont perçues avant tout comme des acteurs économiques créant de l'emploi. Et qui, ce faisant, développent parfois des activités

fortement émettrices de gaz à effet de serre. D'après les enquêtes, il apparaît donc normal qu'elles s'engagent pleinement dans la lutte contre le phénomène.

« Allez voir les industriels et les politiques pour qu'ils se sentent concernés », observation num. 165, infirmière, le 24 juillet 2017 à Chauny.

« Ce sont les industries qui doivent modifier leur façon de produire, ce ne sont pas aux citoyens, les changements individuels ont peu d'impacts, alors ! », observation num. 383, étudiant, le 4 septembre 2017 à Lille.

- 51 En opérant une montée en généralité, le rapport CGDD – SDES (2018), montre également qu'à l'échelle nationale, 31 % des Français pensent qu'il n'est pas très utile de faire des efforts individuellement si les autres n'en font pas eux-mêmes. D'une part, dans ce transfert de responsabilité, on peut lire une forme d'euphémisation de la responsabilité individuelle dans un phénomène perçu comme mondial et dont les principaux acteurs seraient les autorités publiques, les entreprises et les industries. D'autre part, on peut analyser ce transfert de responsabilité comme une réponse aux injonctions de plus en plus fortes, voire contraignantes, d'un changement de comportements des individus. Dans les logiques de responsabilisation individuelle prônées par les structures étatiques, il y a une volonté de dépolitiser la question climatique aux yeux de l'opinion publique (Comby, 2017). Pour autant, la question climatique n'en demeure pas moins très politique aussi bien à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale, d'où le rappel de la place et du rôle que doivent jouer l'État, les entreprises et les industries.
- 52 Dans l'idéal, la lutte contre le CC devrait aujourd'hui concilier performance environnementale, compétitivité et efficacité sociale en termes de création d'emploi. Mais dans des territoires où l'appareil productif est axé sur les industries, comme c'est le cas à Chauny, les populations ont parfois l'impression de devoir choisir entre lutter contre le CC et préserver les emplois. Ce dilemme peut parfois influencer la perception au sujet de la responsabilité des industriels et de leur participation à la lutte contre le CC.

Les barrières économiques

- 53 Notre étude montre que 19 % des répondants de Chauny contre 9 % à Lille pensent que prendre des mesures pour lutter contre le CC coûte trop cher ; cette différence peut s'expliquer par les inégalités économiques entre les deux sites. En effet, d'après l'Insee, en 2015 la médiane du revenu annuel disponible par unité de consommation était de 16.506 euros à Chauny (1.375 euros/mois) et 18.102 euros (1.508 euros/mois) à Lille. Au regard de ces chiffres, il est logique que la satisfaction des besoins de première nécessité (manger, boire, se loger...) soit davantage privilégiée à Chauny qu'à Lille.
« Il faudrait prendre en compte la pauvreté et l'écologie ; faire en sorte que les pauvres aussi puissent prendre des mesures », observation num. 2, manutentionnaire, le 27 juillet 2017 à Chauny.
- 54 En effet, comme souligné précédemment, la crise économique et industrielle affecte durement les Chaunois, aussi l'adoption de mesures personnelles de lutte contre le CC est-elle confrontée à la barrière économique pour une partie d'entre eux. L'élaboration et la généralisation des dispositifs d'aide comme le Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE), l'Éco-prêt à taux zéro (Eco-PTZ) pour les personnes à faible revenu pourraient transformer cette barrière en levier d'action et stimuler le développement de stratégies individuelles de lutte contre le CC. Cependant, comme le souligne Lammel

(2015), le changement de comportement engendré par ces mesures incitatives ne constitue pas un changement « de principe ». Et l'une des limites de ces mesures réside dans le fait que le changement de politiques publiques peut tout remettre en cause. Aussi, une pratique basée sur l'incitation financière peut se révéler moins durable qu'un vrai changement de comportement axé exclusivement sur des principes de respect de l'environnement.

Conclusion

« Il manque de temps pour agir et réfléchir sur ces questions ; l'humanité n'a pas suivi la bonne voie pour se développer ; il faut une prise de conscience collective pour que tout le monde s'y mette », observation num. 83, adjoint administratif, le 08 juillet 2017 à Chauny.

- 55 Notre étude montre que la population de la région Hauts-de-France est consciente du CC et préoccupée de ses conséquences. Même si cette question n'apparaît pas prioritaire face aux difficultés économiques rencontrées par une partie de la population et aux problèmes d'insécurité liés au terrorisme, il suscite de l'intérêt et engendre même chez certains des stratégies qui vont dans le sens de l'atténuation. Au niveau de la perception du phénomène du CC, on constate une diversité des ressentis, qui s'explique surtout par l'influence du niveau d'études. S'agissant des causes du CC, l'enquête confirme une perception profane assez proche de celle des experts du GIEC, puisqu'elle met l'accent sur le rôle des activités anthropiques (les industries, les transports, l'agriculture, la déforestation). Et même si les plus diplômés utilisent, pour évoquer ces causes, des concepts généraux comme surconsommation, surproduction et déforestation, alors que les moins diplômés se contentent de mots plus simples, tels voiture, transports, usines, pollution, les facteurs du CC sont assez bien identifiés par les deux groupes. Au sujet des actions de lutte, nous avons constaté une corrélation significative entre mesures adoptées et niveau de vie des populations enquêtées. Il y a d'un côté ceux qui peuvent investir pour participer à la lutte contre le CC et de l'autre ceux qui changent leurs comportements au quotidien et sont plus sobres, pour les mêmes raisons environnementales, mais aussi pour faire des économies. Quant aux obstacles à l'adoption plus large des mesures individuelles de lutte, nous avons observé des différences entre les sites de Lille et Chauny ; différences qui relèvent de plusieurs domaines. D'abord, s'il y a moins de personnes qui prennent des mesures à Chauny qu'à Lille, c'est surtout à cause des difficultés économiques. Ensuite, nos résultats mettent en évidence la faiblesse du sentiment d'efficacité des mesures prises individuellement ; le problème semble tellement important qu'il est vu comme devant être traité au niveau des autorités publiques et des collectifs (entreprises et industries). De plus, à Chauny, commune située dans une région en forte difficulté économique, le sentiment d'être globalement abandonné par l'État introduit un fort doute sur les capacités de celui-ci à agir contre le CC. Sur le plan territorial, l'influence du gradient d'urbanité sur la perception du CC apparaît très limitée dans le contexte régional des Hauts-de-France : même si les habitants d'un grand pôle urbain comme Lille sont plus enclins à prendre des mesures de lutte que ceux de Chauny, cela est moins lié au contexte urbain ou rural qu'au contexte socio-économique des sites d'enquêtes.

Remerciements

- 56 Les auteurs remercient toutes les personnes qui ont accepté de répondre au questionnaire ayant permis de recueillir les données de cette étude. Nous remercions le professeur Christophe Gibout, directeur de la Maison de la Recherche en Science de l'Homme (MRSH-Dunkerque), pour sa relecture attentive et ses pertinentes remarques. Ce travail a pu être mené grâce au projet de recherche CLIMIBIO (changement climatique, dynamique de l'atmosphère et impacts sur la biodiversité et la santé humaine en région Hauts-de-France), porté par le laboratoire TVES et ses partenaires. À ce titre, les auteurs remercient la Région Hauts-de-France, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CPER Climibio) et le Fonds européen de développement économique régional (FEDER) pour leur soutien financier.
-

BIBLIOGRAPHIE

- Adger, W. N., 2001, Scales of governance and environmental justice for adaptation and mitigation of climate change, *Journal of International Development*, 13, 7, pp. 921-931, doi : 10.1002/jid.833
- Adger, W. N., S. Dessai, M. Goulden, M. Hulme, I. Lorenzoni, D.R.Nelson, L.O. Naess, J. Wolf et A. Wreford, 2009, Are there social limits to adaptation to climate change ? *Climatic Change*, 93, 3-4, pp. 335-354, doi : 10.1007/s10584-008-9520-z
- Bickerstaff, K., 2004, Risk perception research : socio-cultural perspectives on the public experience of air pollution, *Environment International*, 30, 6, pp. 827-840, doi : 10.1016/j.envint.2003.12.001
- Bickerstaff, K., P. Simmons et N. Pidgeon, 2006, Situating local experience of risk : Peripherality, marginality and place identity in the UK foot and mouth disease crisis, *Geoforum*, 37, 5, pp. 844-858, doi : 10.1016/j.geoforum.2005.11.004.
- Biesbroek, G. R., J.E.M. Klostermann, C.J.A.M. Termeer et P. Kabat, 2013, On the nature of barriers to climate change adaptation, *Regional Environmental Change*, 13, 5, pp. 1119-1129, doi : 10.1007/s10113-013-0421-y
- Biesbroek, G. R., R.J. Swart, T.R. Carter, C. Cowan, T. Henrichs, H. Mela, M.D. Morecroft et D. Rey, 2010, Europe adapts to climate change : Comparing National Adaptation Strategies, *Global Environmental Change, Governance, Complexity and Resilience*, 20, 3, pp. 440-450, doi : 10.1016/j.gloenvcha.2010.03.005
- Boy, D., 2016, *Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique*, ADEME, 80 p.
- Brenchin, S. R., 2003, Comparative public opinion and knowledge on global climatic change and the Kyoto Protocol : the US versus the world ? *International Journal of Sociology and Social Policy*, 23, 10, pp. 106-134, doi : 10.1108/01443330310790318.
- Commissariat général au développement durable - Service de la donnée et des études statistiques (CGDD- SDES), 2018, *Modes de vie et pratiques environnementales des Français*, 100 p, [en ligne] URL :

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2018-10/thema-03-modes-vie-pratiques-environnementales-francais-b.pdf>

Chauvel, L., 2010, *Le Destin des générations : structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010*, Paris, PUF, 432 p.

Combessie, J., 2007, *Sondages, échantillons*, La méthode en sociologie, Paris : La Découverte, pp. 45-54

Comby, J., 2017, Dépolitisation du problème climatique : Réformisme et rapports de classe. *Idées économiques et sociales*, 190(4), pp. 20-27, doi :10.3917/idee.190.0020

Comby, J., 2015, Controverse et disqualification médiatique des « climato-sceptiques » en France. *Hermès La Revue* [en ligne], 73(3), pp. 31-38, URL : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2015-3-page-31.htm>

Cuny, D., M.A. Rzepka et C.V. Haluwyn, 2008, Introduction à la biosurveillance végétale et fongique de la qualité de l'air, *Concept et Intérêt*, 264, pp. 31-35

Demski, C., S. Capstick, N. Pidgeon, R.G. Sposato et A. Spence, 2017, Experience of extreme weather affects climate change mitigation and adaptation responses, *Climatic Change*. 140(2), pp. 149-164.

Dupuis, J. et P. Knoepfel, 2011, Les barrières à la mise en œuvre des politiques d'adaptation au changement climatique : le cas de la Suisse, *Swiss Political Science Review*, 17(2), pp. 188-219

Flanquart, H., 2016, *Des risques et des hommes*, Paris, Presses Universitaires de France, 350 p.

Gagnon-Lebrun, F. et S. Agrawala, 2006, *Progress on adaptation to climate change in developed countries : an analysis of broad trends*, ENV/EPOC/GSP (2006)1/FINAL, OECD, Paris.

GIS-Climat., 2013, *La question climatique : savoirs, représentations, discours*, Actes des ateliers de mars et novembre 2013, Représentations individuelles et collectives du changement climatique : perspectives interdisciplinaires, connaissances, croyances et représentations dans la compréhension des questions climatiques, 40 p.

Gibout, C. et I. Zwarterook, 2013, Gérer les risques industriels et la pollution dans le Dunkerquois : une double échelle transactionnelle, *Pensée plurielle*, 33-34, (2), pp. 131-148, doi : 10.3917/pp. 033.0131

Godard, O., 2016, Les politiques climatiques nationales : viser le « Facteur 4 » en 2050 ? Implications des positionnements cognitifs et éthiques », *Economie & prévision* 2016/1 (num. 208-209), pp. 105-133.

Grothmann, T. et A. Patt, 2005, Adaptive capacity and human cognition : the process of individual adaptation to climate change, *Global Environmental Change*, 15(3), pp. 199-213

Hellequin, A.P., H. Flanquart, C. Meur-Férec et B. Rulleau, 2014, Perceptions du risque de submersion marine par la population du littoral languedocien : contribution à l'analyse de la vulnérabilité côtière, *Nature Sciences Sociétés*, 21, 4, pp. 385-399, <https://doi.org/10.1051/nss/2014002>

Hornsey, M. J., E.A. Harris, P.G. Bain et K.S. Fielding, 2016, Meta-analyses of the determinants and outcomes of belief in climate change, *Nature Climate Change*, vol 6 num. 6, pp. 622-626, doi : 10.1038/nclimate2943.

IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch, 2017, *Enquête sur le complotisme*, décembre 2017, 147 p., [en ligne] URL : https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2018/0108/115158_-_rapport_02.01.2017.pdf

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2014, *Climate Change : Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Part A : Global and Sectoral Aspects, Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Barros, C.B., Dokken, V.R., Mach, D.J., Mastrandrea K.J., Bilir, M.D., Chatterjee, M.T.E., Ebi, K.L., Estrada, Y.O., Genova, R.C., Girma, B., Kissel, E.S., Levy, A.N., MacCracken, S., Mastrandrea, P.R., White, L.L. (Eds), Cambridge (UK), New York, Cambridge University Press.

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2007, *Climate Change : Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Parry, M.L., Canziani, O.F., Palutikof, J.P., van der Linden, P.J., Hanson, C.E. (Eds), Cambridge (UK), New York, Cambridge University Press.

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2001, *Climate Change : Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, McCarthy, J.J., Canziani, O.F., Leary, N.A., Dokken, D.J., White, K.S. (Eds), Cambridge (UK), New York, Cambridge University Press.

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 1995, *Climate Change : Impacts, Adaptations and Mitigation of Climate Change - Scientific-Technical Analyses*, Contribution of Working Group II to the Second Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Watson, R.T., Zinyowera, M.C., Moss, R.H. (Eds), Cambridge (UK), New York, Cambridge University Press.

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 1990, *Climate Change : The IPCC Response Strategies*. Contribution of Working Group III to the Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Bernthal, F. (Ed), Washington D.C., US National Science Foundation.

Lammel, A., 2015, Changement climatique : de la perception à l'action, *Les notes de la FEP*, Note num. 5, p. 13

Lammel, A., E. Dugas et G.E. Guillen, 2012, L'apport de la psychologie cognitive à l'étude de l'adaptation aux changements climatiques : la notion de vulnérabilité cognitive, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 12 Numéro 1 | mai 2012, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/11915> ; DOI : 10.4000/vertigo.11915

Leblond S, S. Gombert-Courvoisier et S. Louis-Rose, 2014, Normalisation dans le domaine de la biosurveillance de la qualité de l'air, Workshop International « Biosurveillance végétale et fonctique de la Qualité de l'Air », Lille, France.

Lee, T. M., E.M. Markowitz, P.D. Howe, C.Y. Ko et A.A. Leiserowitz, 2015, Predictors of public climate change awareness and risk perception around the world, *Nature Climate Change*, 5, 11, pp. 1014-1020, doi : 10.1038/nclimate2728.

Machado de Melo, M., C. Méha, S. Frère et J. Meri Santos, 2017, *La perception des nuisances liées à la pollution de l'air : une étude comparative entre Vitoria (Brésil) et Dunkerque (France)*, in La ville et ses risques : habiter Dunkerque, Septentrion, 2017.

Merot, P., S. Corgne, D. Delahaye, P. Desnos, V. Dubreuil, C. Gascuel, J.L. Giteau, A. Joannon, H. Quenol et J.B. Narcy, 2014, Assessment, impact and perception of climate change in the western part of France : The CLIMASTER project, *Cahiers Agricultures*, 2, pp. 96-107, doi : 10.1684/agr.2014.0694.

Michel-Guillou, É., I. Richard et K. Weiss, 2017, Évaluation locale d'un problème global : la représentation sociale du changement climatique en France et au Groenland, *Bulletin de psychologie*, num. 548, 2, pp. 117-129, doi : 10.3917/bupsy.548.0117

- Michel-Guillou, E., 2014, La représentation sociale du changement climatique : enquête dans le sens commun, auprès de gestionnaires de l'eau, *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 2014/4 num. 104, pp. 647-669.
- Pornet, C., C. Delpierre, O. Dejardin, P. Grosclaude, L. Launay, L. Guittet, T. Lang et G. Launoy, 2012, Construction of an adaptable European transnational ecological deprivation index : The French version, *Journal of Epidemiology and Community Health*, 66, 11, pp. 982-989, doi : 10.1136/jech-2011-200311.
- Reser, J. P., 2011, *National Climate Change Adaptation Research Facility (Australia)*, Griffith University, 2011. Public risk perceptions, understandings and responses to climate change and natural disasters in Australia and Great Britain, [En ligne] URL : <http://hdl.handle.net/10462/comp/7116>
- Reser, J.P., G.L. Bradley et M.C. Ellul, 2014, Encountering climate change : 'seeing' is more than 'believing', *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*. 5(4), pp. 521-537.
- Roussel, I., I. Gailhard-Rocher, F. Lelievre, A. Lefranc, A. Tallec, C. Menard et F. Beck, 2009, Diversité des perceptions de la pollution de l'air extérieur, disparités sociales et territoriales. Comment construire une politique égalitaire ? *Air Pur NUM.* 76, pp. 30-35
- Simonet, G., 2015, *Analyse des barrières et leviers à la mise en place de stratégies d'adaptation aux changements climatiques - 2014-2015 : le cas des collectivités urbaines*, Rapport final, Projet de recherche ABSTRACT-colurba, p. 140
- Smit, B., I. Burton, R.J.T. Klein et J. Wandel, 2000, An Anatomy of Adaptation to Climate Change and Variability, *Climatic Change*, 45, 1, pp. 223-251, doi : 10.1023/A :1005661622966
- Smit, B., O. Pilifosova, I. Burton, B. Challenger, S. Huq, R.J.T. Klein, G. Yohe, N. Adger, T. Downing, E. Harvey, S. Kane, M. Parry, M. Skinner et J. Smith, 2001, *Adaptation to climate change in the context of sustainable development and equity*, in McCarthy, J. J., O.F. Canziani, N.A. Leary, D.J. Dokken, K.S. White (Eds.), 2001, *Climate change impacts, adaptation, and vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge : Cambridge University Press.
- Sondage OpinionWay pour l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME), 2018, *Représentations sociales du changement climatique, 19ème vague*, septembre 2018, 171 p., [En ligne] URL : <https://www.ademe.fr/representations-sociales-changement-climatique-19-eme-vague>
- Spence, A. et N. Pidgeon, 2009, Psychology, climate change and sustainable behavior, *Environment*, 51, pp. 9-18
- Tabeaud, M., 2010, Les adaptations au changement climatique ou la re-découverte des acteurs et des territoires, *Quaderni* [En ligne], 71, (1), pp. 7-25, URL : <https://www.cairn.info/revue-quaderni-2010-1-page-7.htm>
- Tabeaud, M., 2009, Les territoires face au changement climatique, *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 56, (4), pp. 34-40, doi : 10.3917/re.056.0034.
- Van Der Linden, S., 2015, The social-psychological determinants of climate change risk perceptions : Towards a comprehensive model, *Journal of Environmental Psychology*, 41, pp. 112-124, doi : 10.1016/j.jenvp.2014.11.012.
- Weber, E., 2016, What shapes perceptions of climate change ? New research since 2010, *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*, 7, 1, pp. 125-134, doi : 10.1002/wcc.377.
- Weber, E., 2010, What shapes perceptions of climate change ? *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*, 1, 3, pp. 332-342

Whitmarsh, L., 2011, Scepticism and uncertainty about climate change : dimensions, determinants and change over time, *Global Environmental Change*, (Special Issue on The Politics and Policy of Carbon Capture and Storage), 21, 2, pp. 690–700, doi : 10.1016/j.gloenvcha.2011.01.016

Zaval, L., E. Weber et E. Spada, 2009, *Green and graying : environmental decision making across the lifespan.*, Talk presented at Society for Judgment and Decision Making.

Zwarterook, I., 2010, Les risques et pollutions industriels sur le territoire dunkerquois : des perceptions à la concertation, *Cahiers de la Sécurité Industrielle*, 2010-07.

NOTES

1. Pour la fluidité du propos, le sigle « CC » remplacera l'expression « changement climatique » dans le corps du texte.
2. TVES est un laboratoire de recherche pluridisciplinaire rattaché à l'Université de Lille et à l'Université du Littoral Côte d'Opale.
3. CLIMIBIO : Changement climatique, dynamique de l'atmosphère et impacts sur la biodiversité et la santé humaine CPER-FEDER 2014-2020. Ce programme de recherche ambitionne de mettre en place des observations ciblées, concertées et multidisciplinaires sur les impacts du changement climatique sur : la dynamique des milieux en particulier de l'atmosphère, la biodiversité, la santé humaine et la société en Région Hauts-de-France.
4. L'Observatoire Climat Hauts-de-France a été créé en 2012. Il est porté par le Cerdd (Centre ressource du développement durable) et piloté par cinq institutions : l'État (DREAL), le Conseil régional, le Conseil départemental du Pas-de-Calais, le Conseil départemental du Nord et l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME).
5. La COP21 est la 21^e Conférence des Parties (COP) qui réunit les États engagés depuis 1992 par la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette grande conférence internationale sur le climat s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015 et s'est conclue par la signature de l'accord de Paris.
6. L'OCDE est une organisation internationale qui a pour mission de promouvoir les politiques visant à améliorer le bien-être économique et social partout dans le monde. La plupart des pays membres font partie du cercle des pays dits « développés ».
7. D'après Adger (2001), on doit distinguer les notions d'adaptation et d'atténuation. L'atténuation est une activité qui doit avoir lieu à l'échelle mondiale, pour être efficace. L'adaptation, au contraire, suppose une réponse au problème déjà présent en utilisant les capacités disponibles d'un groupe d'acteurs. Elle englobe un ensemble de mesures diverses qui visent à prévenir, à réduire, ou à mieux répartir les dégâts présents et futurs du changement climatique (Smit et al., 2001, 2000).
8. La défaveur est un état de désavantage observable et démontrable relatif à la communauté locale, ou plus largement à la société à laquelle appartient une personne, une famille ou un groupe (Pornet et al., 2012). L'European Deprivation Index (EDI) se base sur le concept de besoins fondamentaux perçus ou nécessités de vie.
9. Grâce à des relevés inspirés des méthodes de bio-surveillance végétale et fongique (Leblond et al., 2014; Cuny et al., 2008), des relevés lichéniques ont permis de cartographier le niveau d'exposition à ces trois types de polluants. Ce score environnemental reflète la qualité de l'air. Si la pollution atmosphérique est causée par un mélange hétérogène et complexe de gaz et de particules (d'origine naturelle et anthropique), le changement climatique est plutôt lié aux émissions de gaz à effet de serre accentuées par les activités humaines. En terme de lien, le changement climatique exerce un effet sur la qualité de l'air par l'intermédiaire de la

température qui favorise la genèse de précurseurs de polluants, la composition chimique de l'atmosphère et enfin les conditions météorologiques qui agissent sur la dispersion de polluants.

10. Sur ce plan, la crue de 1993 est restée dans les mémoires de par son caractère exceptionnel ainsi que les dégâts matériels et humains qu'elle a causés. Cette crue de l'Oise a en effet provoqué des inondations sur plusieurs jours se soldant par deux morts et l'évacuation de plusieurs milliers de personnes.

11. Compte tenu de la structure du questionnaire et de la taille de l'échantillon enquêté (n = 202 à Chauny et 233 personnes à Lille) nous n'avons pas effectué de redressement des données. Le redressement postule que, au sein de chaque catégorie les non-répondants auraient donné le même type de réponses que ceux qui ont répondu (Combessie, 2007). Or dans notre questionnaire, les choix multiples et les nombreuses questions ouvertes rendent difficile, voire impossible, la validation de ce postulat du redressement.

12. En effet, soit les étudiants étaient présents, mais en révision d'examens, soit ils étaient absents à cause des premiers départs en vacances; il nous a donc fallu réaliser une seconde campagne de terrain en septembre 2017 pour compléter notre échantillon.

13. On peut voir cette méfiance vis-à-vis des institutions et le sentiment d'être des « oubliés », voire des sacrifiés, à travers le vote des Chaunois pour les partis dits « antisystèmes »; ainsi, aux élections présidentielles de 2017 : 1^{er} tour : FN=34%, Insoumis= 20 % / 2^{ème} tour : FN= 51 %). L'épisode de la crue de la Somme, en 2001, et l'inondation d'Abbeville vue comme volontaire de la part des pouvoirs publics pour sauvegarder Paris ont également montré le sentiment d'abandon de l'État que peuvent éprouver certains habitants de la Picardie (voir Flanquart, 2016).

14. La question posée était celle-ci : « parmi les problèmes suivants, pouvez-vous dire par ordre d'importance les trois qui vous préoccupent le plus en France? (Ordonner votre réponse de 1 à 3) »; 9 modalités de réponses étaient proposées.

15. Le positionnement politique des enquêtés a été étudié à partir de la question suivante : sur un axe gradué de 1 à 10, pouvez-vous vous positionner politiquement? (1 étant le plus à gauche et 10 le plus à droite, 0 = ne se prononce pas). Les réponses ont été recodées entre 5 groupes politiques : 1-2= extrême gauche; 3-4= gauche; 5= centre; 6-7-8= droite; 9-10= extrême droite).

16. Question posée aux enquêtés : « parmi les problèmes environnementaux suivants, pouvez-vous dire par ordre d'importance les trois qui vous préoccupent le plus en France? (Ordonner votre réponse de 1 à 3) »; 9 modalités de réponses étaient proposées.

17. CEP: Certificat d'études primaires

CAP-BEP: Certificat d'aptitude professionnelle - Brevet d'étude professionnelle

BAC: Baccalauréat

18. La question posée était celle-ci : connaissez-vous un document règlementaire / un outil de planification des actions de lutte contre le changement climatique?

19. Ces analyses ont été faites à partir des questions suivantes : pensez-vous qu'il soit possible de lutter contre le changement climatique d'une manière générale? / pensez-vous, à votre niveau (personnel), pouvoir lutter contre le changement climatique?

20. La question a été posée de la sorte : parmi ces mesures de lutte contre le changement climatique, lesquelles sont d'après vous : très/ plutôt/ plutôt pas/ ou pas-du-tout souhaitable?

RÉSUMÉS

L'adoption des stratégies individuelles de lutte face au changement climatique est un enjeu majeur aussi bien sur le plan scientifique et environnemental que sur le plan sociétal. Cet article étudie dans quelle mesure les perceptions des populations ainsi que les contextes territoriaux peuvent être des barrières et/ou des leviers d'action face au changement du climat. La démarche s'appuie sur une étude comparée entre les communes de Lille et de Chauny, deux territoires proches sur le plan climatique, mais différents sur le plan géographique et socio-économique. Les résultats démontrent une diversité de perceptions et des stratégies de lutte que l'on peut attribuer à deux facteurs clés : le contexte géographique et les variables socioéconomiques des personnes enquêtées. Au niveau des perceptions du changement climatique, on constate une diversité liée au ressenti individuel des personnes enquêtées ; à leur niveau d'étude et à l'influence des principales sources d'information. Sur le plan des stratégies de lutte, des corrélations significatives existent entre les mesures adoptées et les niveaux de vie des populations enquêtées. Sur nos deux sites d'études, l'essentiel des mesures mises en avant va dans le sens de l'atténuation du changement climatique. Par ailleurs, le développement de ces actions d'atténuation est plus manifeste à Lille qu'à Chauny. Un des facteurs explicatifs de cette différence notable renvoie au contexte territorial et économique des deux sites.

The implementation of individual strategies to fight against climate change is a major issue both scientifically and environmentally as well as socially. This paper examines how people's perceptions and territories characteristics could become barriers or drivers of action on climate change. The approach is based on a comparative study between Lille and Chauny, two towns climatically comparable, but differing from geographic and socio-economic factors. The findings show a diversity of perceptions and strategies to fight depending on two key determinants : geographic context and socio-economic variables. We demonstrate a diversity in climate change perceptions both related to people individual's feeling, their educational level, and their main source of information. In terms of strategies to fight against climate change, our results reveal significant correlations between the measures adopted by people surveyed and their living standards. In our two study sites, most of the measures implemented are focused on climate change mitigation. Furthermore, people residing in Lille are more inclined to take mitigation actions than Chauny's residents. One reason that could explain this difference between Lille and Chauny is the territorial and economic context.

INDEX

Keywords : climate change, perceptions and representations, barriers and drivers of action, strategies to fight, mitigation, Hauts-de-France

Mots-clés : changement climatique, perceptions et représentations, barrières et leviers d'action, stratégies de lutte, atténuation, Hauts-de-France

AUTEURS

OUMAR MAREGA

Ingénieur de Recherche, Géographe, Université du Littoral Côte d'Opale, EA 4477 TVES, 59 383 Dunkerque, France, courriel : oumar.marega@univ-littoral.fr

SÉVERINE FRERE

Maître de Conférences, Politiste, Université du Littoral Côte d'Opale, EA 4477 TVES, 59383 Dunkerque, France, courriel : severine.frere@univ-littoral.fr

ANNE-PEGGY HELLEQUIN

Professeure, Géographe, Université Paris Nanterre, LADYSS UMR 7533, 92001 Nanterre, France, courriel : ap.hellequin@parisnanterre.fr

HERVÉ FLANQUART

Professeur, Sociologue, Université du Littoral Côte d'Opale, EA 4477 TVES, 59383 Dunkerque, France, courriel : hflanquart@yahoo.fr

IRATXE CALVO-MENDIETA

Maître de Conférences, Économiste, Université du Littoral Côte d'Opale, EA 4477 TVES, 59383 Dunkerque, France, courriel : iratxe.calvo-mendieta@univ-littoral.fr

BAPTISTE BERRY

Ingénieur d'Études, Psychologue, Université du Littoral Côte d'Opale, EA 4477 TVES, 59383 Dunkerque, France, courriel : baptiste.berry@laposte.net

SOPHIE CORNET

Ingénieure d'Études, Géographe, Université du Littoral Côte d'Opale, EA 4477 TVES, 59383 Dunkerque, France, courriel : sophie.cornet22@gmail.com